

Finances, impôts et redevances



Plus pour la classe moyenne, moins pour l'Etat

L'Etat ne cesse d'enfler. Depuis 1990 les dépenses de la Confédération ont plus que doublé. Les pouvoirs publics assument de plus en plus de tâches. Ne faisant aucun effort pour tenter de contrôler cette explosion des dépenses, les responsables politiques acceptent aussi la hausse constante des impôts, taxes et redevances. C'est avant tout la classe moyenne qui paie la facture de cette politique. Il faut enfin briser cette dynamique, car la prospérité du pays dépend avant tout de la bonne santé de la classe moyenne. Chaque franc dépensé doit d'abord être gagné.



“ De nombreuses familles suisses sont financièrement serrées à cause de la lourdeur des impôts et redevances. Parallèlement, 3 milliards de francs disparaissent à l'étranger via l'aide au développement. C'est injuste. ”

Halte à la croissance constante des dépenses

Malgré quelques soldes positifs dans les comptes de la Confédération, les finances fédérales sont en mauvais état à cause d'une politique excessivement dépensière. En 1990 l'Etat fédéral dépensait encore 32 milliards de francs. Ce montant a passé à 68 milliards en 2017, soit plus que le double. Selon le plan financier, la Confédération a l'intention de dépenser 77 milliards de francs en 2021. Ces dernières années, les dépenses fédérales se sont accrues en moyenne de plus de 3% par an alors que la croissance économique annuelle n'était que de 2% environ.

Taux de croissance très différents d'un secteur à l'autre

Alors que la Confédération économise depuis des années dans les secteurs de l'agriculture et de l'armée, elle a beaucoup de mal à contrôler la hausse des charges dans d'autres domaines. La sécurité sociale est de loin la position la plus importante en représentant aujourd'hui plus d'un tiers du budget fédéral. Contrairement aux lamentations régulières de la gauche qui se plaint d'un «démontage de l'Etat social» et d'«économies étouffant l'Etat», la branche sociale fleurit : depuis le début du millénaire, les charges sociales de la Confédération ont passé de 14 milliards (2000) à 23 milliards de francs (budget 2019), soit une hausse de plus de 50%. La sécurité sociale a ainsi absorbé à elle seule davantage de deniers publics que la formation, les transports et la défense nationale réunis.

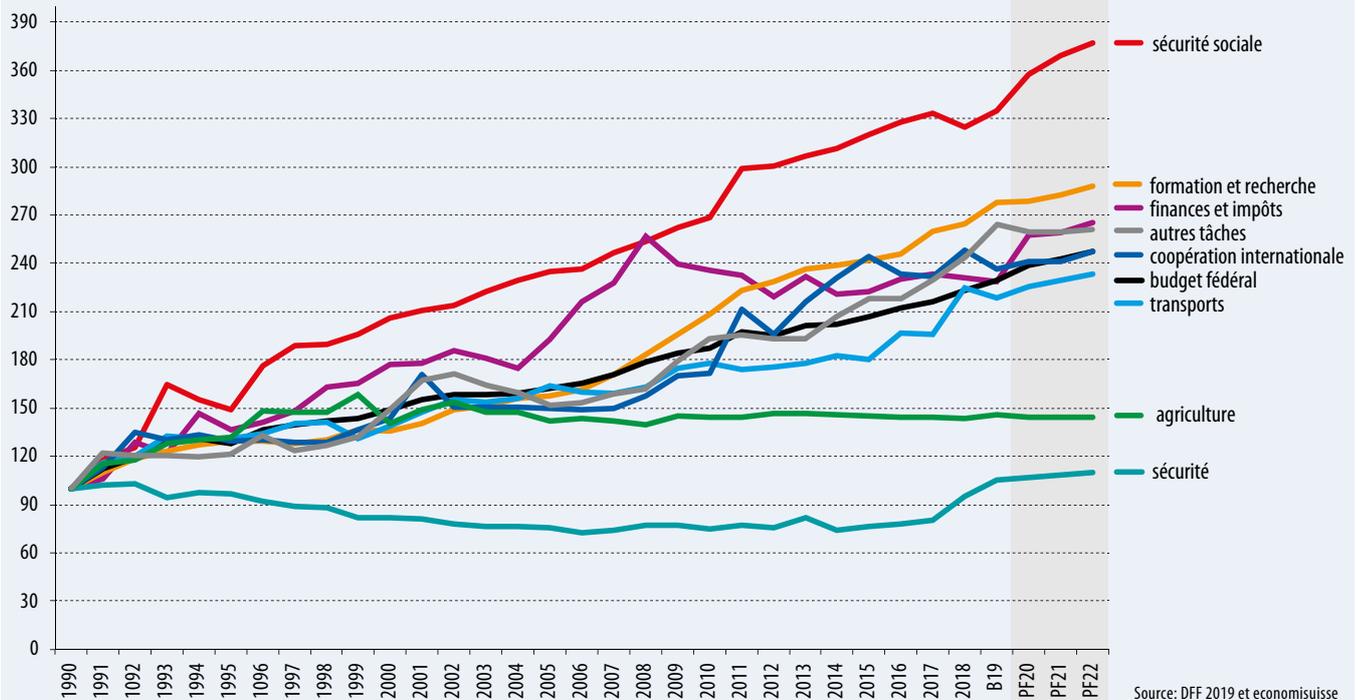
L'administration gonfle à nos frais

L'administration fédérale a elle aussi connu une rapide expansion ces dernières années. Les charges de personnel de la Confédération ont progressé entre 2007 et 2017 de 4,5 à 5,9 milliards de francs, ce qui équivaut à une hausse de plus de 20% en 10 ans. Une part importante de cette croissance est due à la création de nouveaux postes et aux changements de fonction. 36 946 personnes étaient employées par la Confédération en 2017 contre 32 000 en 2007.

Halte au terrorisme des amendes

A côté des impôts, taxes et redevances qui ont augmenté ces dernières années au niveau communal, cantonal et fédéral (par ex., TVA, taxes CO2, pourcent de solidarité dans l'assurance-chômage, taxes sur les déchets et les eaux usées), les pouvoirs publics s'offrent de juteuses rentrées supplémentaires en multipliant les amendes de toutes sortes. De nombreux cantons et communes ont augmenté discrètement, mais efficacement leurs recettes par le biais des amendes. Les amendes et redevances ont de plus en plus le caractère de prélèvements fiscaux. L'effet dissuasif des amendes pour promouvoir la sécurité est passée au second plan. Le mécanisme intéressant les pouvoirs publics est facile à comprendre : les amendes sont un moyen facile de ponctionner les citoyennes et les citoyens, alors que les impôts ne peuvent être augmentés qu'avec l'assentiment du peuple.

Développement malsain des dépenses de la Confédération



Source: DFF 2019 et economisuisse

Afin qu'il nous reste davantage pour vivre

La prospérité et l'emploi ne peuvent être sauvegardés que si les citoyens et les entreprises ont la possibilité de disposer plus librement de leur revenu. Aujourd'hui nous travaillons près de la moitié de l'année juste pour financer les prélèvements obligatoires (impôts, primes, redevances et taxes). Seul un allègement substantiel de la charge fiscale par une réduction des impôts et redevances peut générer des investissements privés, une hausse de la consommation et de la croissance économique, donc des emplois et des places d'apprentissage. L'UDC combat tous les nouveaux impôts, taxes et redevances et exige même une réduction de la charge fiscale. Les questions d'interprétation doivent être réglées en faveur des contribuables, donc des citoyens et des entreprises.

Un Etat svelte

L'UDC s'engage pour un Etat économe et svelte. L'action politique doit viser d'abord les dépenses publiques. Il n'est pas acceptable de créer sans cesse de nouvelles ressources fiscales pour financer de nouvelles tâches de l'Etat. Le domaine où une intervention serait la plus urgente est sans conteste le social où les dépenses explosent et qui absorbe un franc sur trois du budget fédéral. Il est absolument indispensable de prendre des mesures structurelles pour garantir nos acquis sociaux au lieu d'étendre sans cesse l'Etat social. La hausse constante des dépenses pour l'aide à l'étranger et au développement, qui ont atteint 3 milliards de francs chaque année, doit également être endiguée.

Maintenir la concurrence fiscale

Parti du fédéralisme, l'UDC défend la souveraineté fiscale des cantons et des communes. C'est la seule manière d'assurer une concurrence fiscale qui force des autorités devenues paresseuses à axer leur politique fiscale sur les intérêts des citoyens et non pas sur ceux de l'administration publique. La Suisse doit résister aux pressions que l'étranger exerce sur le système fiscal suisse. Des réglementations avantageuses au niveau international ne doivent être adaptées que si elles sont compensées par des allègements fiscaux dans d'autres domaines. L'UDC s'engage en faveur d'une fiscalité suisse compétitive pour l'ensemble des entreprises.

Péréquation financière équitable

La péréquation financière nationale (RPT) redistribue des moyens financiers entre la Confédération et les cantons dans le but d'équilibrer dans une certaine mesure les ressources et les charges des cantons économiquement forts et faibles. L'UDC est d'avis que la compensation financière et l'équilibre des charges doivent être équitables afin de réduire réellement les disparités entre les cantons et de compenser des charges financières excessives dues à des conditions structurelles particulières. La péréquation doit être plafonnée et inciter les cantons bénéficiaires à accroître leur capacité financière. Ladite «responsabilité solidaire», qui pénalise unilatéralement les cantons payeurs économes et performants, doit être levée.

Positions

L'UDC ...

- s'engage pour des impôts, taxes et redevances modérés et refuse tout nouveau prélèvement fiscal;
- veut réduire les dépenses pour l'aide au développement d'au moins un milliard de francs par an et transférer le montant ainsi libéré à l'AVS;
- se bat pour que l'Etat ne dépense pas plus qu'il n'encaisse et pour que les dépenses s'alignent sur les recettes et pas inversement;
- refuse tout affaiblissement du frein à l'endettement. Les excédents budgétaires doivent comme jusqu'ici être affectés à la réduction de la dette fédérale;
- exige un examen régulier et complet des tâches de l'Etat dans le but de supprimer les interventions et unités superflues de l'administration;
- exige une réduction du personnel fédéral au niveau de 2015 et une baisse substantielle des charges financières de personnel dans l'administration centrale (états-majors, communication, conseillers, etc.);
- demande des programmes d'allègement supplémentaires pour freiner la croissance rapide des dépenses fédérales;
- s'engage pour une réduction des dépenses liées;
- se bat pour un référendum financier afin de donner au peuple le dernier mot en matière de dépenses fédérales;
- exige que l'Etat ne croisse pas plus rapidement que l'économie;
- exige une imposition compétitive des entreprises au niveau international;
- s'oppose à toute hausse de la TVA;
- demande la correction d'un système fiscal qui pénalise les couples mariés;
- exige que les pouvoirs publics cessent d'abuser des amendes pour alimenter leurs caisses;
- s'engage pour la sauvegarde du fédéralisme fiscal suisse qui a fait ses preuves;
- demande un plafonnement de la péréquation financière en général et pour les cantons contributeurs en particulier;
- exige la suppression de la responsabilité solidaire dans la péréquation financière.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme salarié, plus d'argent dans mon portemonnaie à la fin du mois et la sécurité de mon emploi;
- ✓ comme consommateur, des prix plus bas;
- ✓ comme automobiliste et motocycliste, moins d'amendes à but fiscal et des carburants à un prix modéré;
- ✓ comme chef d'entreprise, plus de moyens pour des investissements dans l'avenir.